

« N-VA et MR ? Ce serait catastrophique »

Elio Di Rupo met en garde le MR contre la tentation d'une coalition avec la N-VA. Et il a offert les services de son parti, « celui des solutions. »

● Catherine ERNENS

Elio Di Rupo est venu poser son nœud papillon sur la table du royaume. Tranquillement. Il a clamé « toute la disponibilité du PS » pour un gouvernement fédéral. Tandis que Bart De Wever tente de former une coalition de droite, le Premier ministre est venu la tuer dans l'œuf auprès des francophones. Il l'a fait sur le plateau de la RTBF hier à 20 heures, dans *Jeudi en prime*.

Le Premier ministre en affaires courantes Elio Di Rupo (PS) a mis en garde jeudi contre la formation d'un gouvernement fédéral qui n'inclurait, côté francophone, que le seul MR, estimant que cette voie serait « catastrophique » pour les francophones du pays. Une majorité fédérale avec le seul MR impliquerait donc que les francophones, déjà minoritaires en Belgique, seraient « doublement minoritaires », a-t-il jugé.

Elio Di Rupo a fait l'éloge de son gouvernement sortant : « la tripartite que j'ai conduite sort renforcée des élections, avec trois sièges de plus. Dans un autre pays, on l'aurait reconduite sans discuter. » Donc ? « Cette reconduction reste aujourd'hui une possibilité ». Il a disqualifié le succès électoral de

la N-VA qui « est réel mais provient de l'absorption du Vlaams Belang ». Il a ensuite tancé le MR. Il a pris sa grosse voix de maître d'école pour prévenir : « que le MR ne mette pas un parti séparatiste au centre du jeu ».

Il a alors cité les déclarations de Charles Michel et Didier Reynnders pendant la campagne concernant la N-VA. « Les électeurs du MR ont donc voté pour ne pas avoir la N-VA. Ils auront été trompés (si le MR montait avec Bart De Wever, NDLR). » Revenir sur la coalition sans le MR dans les régions ? « Ah mais non ce serait du chantage. Nous sommes dans un pays fédéral », explique Di Rupo, sourcil relevé et demi-sourire.

« Le PS a les solutions »

Johane Montay, la chef de service politique de la RTBF, a alors tenté un « mais pour vous faire pardonner du MR, que ferez-vous ? ». Di Rupo, l'œil vif, a étranglé un toussotement pour répliquer que « pardonner est une expression heu... ».

Di Rupo a indiqué que son parti ferait « le maximum » pour avoir un gouvernement fédéral sans la N-VA, « car c'est un parti séparatiste, ultralibéral et conservateur », a justifié M. Di Rupo. Le président du PS et Premier ministre a alors cligné des yeux, a pincé ses lèvres et a ajouté son slogan fétiche « le parti socialiste est le parti des solutions ». Toc, toc, le palais royal : Elio vous tend son beau papillon tout rouge. ■

« Quelle arrogance », dit Charles Michel

Charles Michel s'est montré sidéré par les propos tenus par Elio Di Rupo hier soir. « *Quel mélange des genres entre Premier ministre et président de parti. Et quel cynisme. Pas un mot pour les travailleurs de chez Delhaize ni pour les pensionnés menacés par un projet de réforme. On a par contre entendu beaucoup d'arrogance. Et une déferise un peu balbutiante de celui qui décidé d'éliminer les libéraux* », dénonce Charles Michel. « C'est le PS qui a fait le choix de rendre ce pays ingouvernable. Je vois ici l'obsession d'un parti qui considère quasi de droit divin qu'il doit gouverner partout et tout le temps. J'entends aussi que tout ce propos est basé sur un tissu de rumeurs, et cela alors que tout le monde a bien compris que le PS a opéré un acte de déstabilisation du pays fédéral en formant dans la précipitation des coalitions avec le cdH et le FDF. »

C. Ern.

Ce qui se joue : la guerre de l'opinion publique

Face à l'assourdissant silence de l'informateur Bart De Wever, la « guerre de la com » francophone fait rage. Après la sortie dominicale de Charles Michel, Elio Di Rupo est monté en tribune. Charles Michel avait accusé dimanche Elio Di Rupo de « déloyauté » et de « capitaine qui brûle le navire fédéral ». Hier soir, Elio Di Rupo a pris la parole pour accuser les libéraux des mêmes maux, d'être les traîtres à la cause francophone et à l'avenir du pays.

Qui est le méchant ? Qui est le cynique ? On est dans une lutte virile, un corps à corps violent. C'est une parole contre l'autre. En précipitant des coalitions ré-

gionales, est-ce le PS qui a mis le pays en péril ? En étant tenté de monter dans un gouvernement avec la N-VA, est-ce le MR ? C'est l'histoire de l'œuf et de la poule mouillée. Quand on montre la poule, on désigne l'œuf : c'est un cycle sans fin.

Mais aujourd'hui dans une tension terrible, dramatique et sans pitié, PS et MR tentent le tout pour le tout. Les déclarations hier soir d'Elio Di Rupo étaient matamoresques. Elles ne s'embarassaient que de peu de nuances et se basaient sur des scénarios de négociations censés être « secrètes ». C'est inédit.

Qu'importe : il s'agit de travailler, d'emporter, voire de ren-

verser l'opinion publique. Il s'agit de désigner le traître à la cause fédérale et/ou le bouc émissaire des intérêts francophones.

Et Benoit Lutgen ? Lui, il se tait. Tout ce qu'il dira sera retenu contre lui, et il le sait. Pas bouger, pas respirer et garder ses nerfs. Mais si d'aventure, le cdH négociait du bout des lèvres avec Bart De Wever, comme ils devaient le faire ce week-end, Elio Di Rupo en s'attaquant au MR vient de les rappeler à l'ordre.

Au total, le drame de cette guerre de com', de ce bras de fer entre la gauche et la droite est qu'il se joue réellement sur fond de nation au bord du gouffre. ■ C. Ern.